

# 10 ans après Seattle : de la contestation hard à la contestation soft

**Eddy Fougier**

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2009/4 n° 76 , PAGES 71 À 78  
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 9782247082124

DOI 10.3917/ris.076.0071

Date de mise en ligne : 12/02/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2009-4-page-71?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# 10 ans après Seattle : de la contestation *hard* à la contestation *soft*

/ Eddy Fougier Politologue, chercheur associé à l'IRIS

« C'est qui, ces gens-là ? » Voilà la question qu'on pose un peu partout cette semaine aux États-Unis : en tribune téléphonique à la radio, dans les éditoriaux, et surtout à Seattle, dans les couloirs de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Jusqu'à tout récemment, les négociations commerciales se déroulaient entre spécialistes dans une atmosphère feutrée. Dehors, on ne voyait pas de protestataires [...]. Mais durant la réunion de l'OMC, cette semaine, l'ambiance n'était plus au calme : la ville de Seattle a décrété l'état d'urgence, les rues se sont transformées en zone militaire et on a dû couper court aux négociations ». Cet extrait du « journal » de la journaliste-militante Naomi Klein <sup>1</sup> montre bien la rupture représentée par Seattle dans le débat sur la mondialisation. C'est à Seattle que ce débat, jusqu'alors de nature principalement académique, est devenu public et donc politique, notamment sous l'impulsion d'un nouveau mouvement de contestation qui a brusquement émergé sur le devant de la scène médiatique mondiale à ce moment-là et qui va être rapidement appelé « antimondialisation » avant d'être qualifié d'« altermondialiste » à partir de 2002-2003. Une décennie après Seattle et deux décennies après la chute du mur de Berlin, où en est le débat sur la mondialisation et quel rôle y jouent les altermondialistes ?

## L'ère de la « mondialisation heureuse »

Le débat sur l'actuel processus de mondialisation, qui s'est accéléré avec la fin de la guerre froide, peut se distinguer schématiquement en trois phases. La première, de la chute du mur de Berlin jusqu'à Seattle, est celle que l'on peut qualifier de « mondialisation heureuse » <sup>2</sup>. La fin de la guerre froide symbolisée par la chute du mur de Berlin, la fin du communisme en Europe centrale et orientale, la réunification allemande puis la fin de l'Union soviétique, la victoire ensuite de la coalition dans la guerre du Golfe de 1991, enfin les promesses de la « Nouvelle économie » autour de la diffusion des nouvelles

1. *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation*, Arles, Actes Sud, 2003.

2. Cette expression est tirée du titre de l'ouvrage publié par Alain Minc en 1998 (Plon).

technologies de l'information et de la communication, tout ceci suscite un immense espoir. La mondialisation, dont le terme est utilisé de façon courante par la presse en France à partir du milieu des années 1990, est alors généralement considérée comme un processus à même de favoriser la paix et la réconciliation des différentes parties du globe (Est et Ouest, Sud et Nord), ainsi que la prospérité pour tous, et tout particulièrement la sortie de la pauvreté pour les pays du Sud. Durant cette période, celle-ci est assimilée à la diffusion du modèle occidental de démocratie pluraliste et d'économie de marché. C'est notamment la position défendue par Francis Fukuyama qui annonce la « fin de l'histoire » avec la « victoire éclatante du libéralisme économique et politique » et le discrédit total de « tout système viable qui puisse se substituer au libéralisme occidental »<sup>1</sup>. La vision dominante de la mondialisation de cette époque est celle des néolibéraux. Ils considèrent que, dans le contexte d'un marché qui se globalise, les frontières nationales et l'interventionnisme de l'État n'ont plus vraiment de sens. On retrouve en grande partie cette vision dans le « consensus de Washington », basé sur les recherches de l'économiste John Williamson, celui-ci s'étant efforcé de définir quel était le dénominateur commun des préconisations des institutions installées à Washington<sup>2</sup>. Suite à l'échec de l'expérience soviétique, mais aussi à l'ouverture souvent spectaculaire des économies d'États du Sud, par exemple en 1991 du grand symbole du tiers-mondisme et du protectionnisme qu'était l'Inde, plus aucune alternative globale à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché ne semble désormais crédible et viable. Dans ce contexte, les voix qui contestent la mondialisation sont quasiment inaudibles. Le débat sur ce processus est d'ailleurs principalement académique.

Pourtant, dès les années 1980 et surtout à partir du début des années 1990, une contestation se met progressivement en place. Ce sont les premiers contre-sommets à partir de 1984, la création d'organisations et de réseaux contestataires notamment durant la première partie des années 1990 (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde-CADTM en Belgique, Focus on the Global South en Thaïlande, Global Trade Watch-GTW aux États-Unis, Reclaim the Streets au Royaume-Uni ou le réseau International Forum on Globalization-IFG), des campagnes internationales menées, par exemple, sur l'annulation de la dette à partir de 1996. Des initiatives diverses se développent alors un peu partout dans le monde : émergence de mouvements de contestation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), résurgence de mouvements protestataires dans le Sud, en particulier paysans avec La Via Campesina, réveil des mouvements amérindiens à partir de 1992, guérilla zapatiste au Chiapas (Mexique), réapparition d'importants mouvements sociaux, par exemple en France en 1995, ou formation d'une « société civile globale » dans le cadre des forums de la société civile lors de grandes réunions thématiques des Nations unies, comme le sommet de la Terre de Rio en 1992. Ce sont ces initiatives qui vont converger en grande partie à Seattle, puis dans le cadre du mouvement altermondialiste et des forums sociaux, autour d'une même critique du caractère « néolibéral » du processus de mondialisation et « impérialiste » du modèle occidental.

1. « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989.

2. « What Washington Means by Policy Reform », Institute for International Economics (IIE), novembre 1989.

## L'ère de la « mondialisation ambivalente »

La seconde phase, qui se déroule de Seattle jusqu'à la crise des *subprimes* en 2007, est celle de ce que l'on peut qualifier de « mondialisation ambivalente ». Cette période se caractérise, en effet, à la fois par le triomphe de la mondialisation et la montée d'un certain globaloscepticisme, voire d'une globalophobie. Durant cette période, le taux de croissance annuel moyen de l'économie mondiale est exceptionnel : 4,2 % entre 2000 et 2007 et même 4,9 % entre 2004 et 2007 <sup>1</sup>. Cette croissance est très prononcée dans les économies émergentes et en développement (7,7 %), tout particulièrement en Chine (10,1 % entre 2000 et 2007, 11,3 % entre 2004 et 2007) et en Inde (7,2 % entre 2000 et 2007, 9,1 % entre 2004 et 2007), et y compris en Afrique subsaharienne (6 % entre 2000 et 2007). Cette période a été ainsi souvent qualifiée d'« âge d'or ». C'est également durant les années 2000 que l'on assiste à un développement spectaculaire des classes moyennes dans les économies émergentes, donc de la population sortant d'une situation de pauvreté. L'économiste indien Surjit S. Bhalla <sup>2</sup> estime ainsi qu'en 2006, celles-ci représentaient 50,2 % de la population mondiale, contre 32,2 % en 1980. La classe moyenne représenterait 69,5 % de la population chinoise et 37,9 % de la population indienne (contre respectivement 0,1 % et 3,5 % en 1980). L'actuel processus de mondialisation a été bien entendu l'un des facteurs clés dans ces évolutions économiques et sociales.

C'est pourtant aussi durant cette même période que la critique plus ou moins radicale de la mondialisation va s'exprimer sur la scène publique. Elle a été notamment portée par les mouvements altermondialistes dont la visibilité a été forte entre 1999 et 2004-2005. Cela a été le cas dans un premier temps lors des manifestations à l'occasion de sommets de l'OMC, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ou du G8, dont les plus célèbres sont celles de Seattle et de Gênes (2001), puis lors des forums sociaux, plus précisément du Forum social mondial (FSM) à partir de 2001. Cette critique de la mondialisation se développe dans un contexte de montée des inquiétudes, notamment au sein des catégories populaires des pays occidentaux. Celles-ci ne perçoivent plus ce processus comme un facteur de prospérité, mais plutôt d'insécurité économique et sociale, en particulier autour de la question des délocalisations. Durant cette période deux idées tendent à se répandre dans les pays occidentaux. La première est que les nouvelles générations vivront certainement moins bien que leurs aînées. La seconde est que l'économie mondiale est une sorte de jeu à somme nulle où l'enrichissement des uns (économies émergentes) entraînerait l'insécurité et l'appauvrissement relatif des autres (économies développées). Les catégories populaires ne perçoivent plus non plus la mondialisation comme un facteur de paix, notamment après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, mais plutôt de menace pour la sécurité, l'identité culturelle et la cohésion nationale, autour des questions de terrorisme et d'immigration. C'est aussi durant cette période, en effet, que les courants d'extrême droite développant un discours

1. FMI, *World Economic Outlook*, octobre 2009.

2. « Second Among Equals: The Middle Class Kingdoms of India and China », Peterson Institute for International Economics, 21 mai 2007.

de rejet de la mondialisation vont bénéficier d'un large soutien de ces catégories dans de nombreux pays européens.

La mondialisation fait ainsi l'objet d'un vif débat public et politique. Les altermondialistes y jouent un grand rôle en en définissant souvent les termes. Ce sont des mouvements contestataires qui dénoncent le caractère « néolibéral » de l'actuel processus de mondialisation tout en aspirant à une « autre mondialisation ». Ils ont également pour particularité de lier action locale et enjeux globaux et de s'accorder sur le caractère central des forums sociaux et de la Charte des principes du FSM. Trois types de mouvements peuvent être distingués au sein de ce que l'on peut appeler une « nébuleuse altermondialiste ». Les premiers sont les mouvements altermondialistes au sens strict, comme Attac, Third World Network ou le CADTM. Ce sont des organisations de la société civile qui ont été créées en réaction à la mondialisation. Les seconds sont des mouvements sociaux (AC !, SUD-PTT, Droit au logement), des organisations non gouvernementales (Comité catholique contre la faim et pour le développement-CCFD, Les Amis de la Terre, Oxfam International ou le Secours catholique) ou des groupes radicaux (Action mondiale des peuples, Ad Busters, Ruckus Society) qui n'ont pas été créés en lien avec la mondialisation, mais qui participent tout de même à la contestation altermondialiste. Enfin, les troisièmes sont les mouvements qui ne sont pas des organisations de la société civile, mais qui participent malgré tout à une dynamique de contestation de la « mondialisation libérale ». Ce sont principalement des partis politiques (Nouveau parti anticapitaliste-NPA, Socialist Workers Party-SWP), des organes de presse (*Le Monde diplomatique*, Indymedia) ou encore des éditeurs. Les altermondialistes critiquent à la fois les conséquences de la diffusion du modèle occidental dans le monde et de la domination des idées et des politiques néolibérales. Ils soulèvent de ce point de vue quatre questions importantes à propos de la mondialisation. La première concerne le caractère inéquitable de ce processus et donc son impact sur ceux qui en pâtissent et sur ceux qui en sont exclus. La seconde porte sur le refus de ce qu'ils appellent la « marchandisation du monde » et donc sur la délimitation du marché et corrélativement sur la protection des biens communs. La troisième a trait à la régulation et à la réforme de la « gouvernance globale » et, au-delà, à la compatibilité de la mondialisation avec la démocratie et la paix. Enfin, la quatrième question, notamment sous l'influence des écologistes et des décroissants, est celle de la soutenabilité du mode de production, de consommation et de vie en vigueur dans les États industrialisés et qui se diffuse rapidement dans le monde à travers le processus de globalisation.

### **L'ère de la « mondialisation troublée »**

Enfin, il est clair que, depuis la crise des *subprimes* et surtout la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre 2008, nous sommes entrés dans une nouvelle phase du débat sur la mondialisation. La crise économique née de la crise financière semble tout d'abord remettre largement en cause la domination des idées néolibérales. Par ailleurs, la montée des préoccupations relatives au changement climatique met en évidence les limites du modèle de développement occidental. Nous n'assistons plus à la « fin de l'his-

toire » caractérisée par la victoire finale de l'Occident, mais bien à la fin de l'hégémonie occidentale tant sur le plan économique, technologique que politique, compte tenu du « grand rattrapage » opéré en particulier par les principales économies asiatiques. D'un certain point de vue, la crise du néolibéralisme et la fin de l'hégémonie occidentale pourraient être considérées comme une grande victoire pour les altermondialistes. Certains d'entre eux, comme Dominique Plihon président du Conseil scientifique d'Attac, ou Gustave Massiah président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) qui est aussi une grande figure de l'altermondialisme en France, estiment d'ailleurs que la crise financière valide nombre de leurs analyses. En outre, plusieurs de leurs idées reviennent également à l'agenda international, comme la lutte contre les paradis fiscaux, la mise en place d'une taxation sur les transactions financières ou encore la réforme de la gouvernance globale visant à donner une place plus importante aux États du Sud. En même temps, les altermondialistes semblent avoir perdu leur position dominante à la fois dans la critique et dans l'alternative. La critique est désormais dominée par des « insiders », c'est-à-dire des personnes se situant à l'intérieur du « système », tandis que l'alternative est de plus en plus incarnée par les expériences alternatives menées par des gouvernements de gauche en Amérique latine. Ainsi, l'événement lors du FSM de Belém (Brésil) en janvier 2009 n'a pas été l'élaboration d'un programme alternatif, mais bien la présence des dirigeants de ces États : Hugo Chavez (Venezuela), Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur) et Fernando Lugo (Paraguay).

Il existe donc un paradoxe. Alors que leurs analyses sont quelque peu validées par la réalité et que leurs idées sont souvent prises en compte par le « système », les altermondialistes sont peu visibles et semblent être en retrait par rapport à d'autres voix protestataires. En effet, le courant contestataire le plus influent aujourd'hui n'a pas vraiment de nom et *a fortiori* de structuration. Il est incarné par une sorte de nébuleuse de voix discordantes qui, à la différence de la plupart des altermondialistes, sont des « insiders ». Il s'agit donc d'une critique interne au « système » économique et social, d'une contestation *soft* pourrait-on dire, par opposition à la critique externe et à la contestation *hard* des altermondialistes. Celle-ci est notamment portée par des économistes « critiques », tels que les prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz et Paul Krugman, ou encore Patrick Artus en France, ou des financiers ou anciens financiers, tels que George Soros et Jean Peyrelevade, qui dénoncent les dérives du capitalisme financier actuel ; des hommes politiques devenus des militants d'une cause spécifique comme Al Gore (changement climatique) ou Philippe Douste-Blazy (Fondation du Millénaire pour les financements innovants pour la santé), voire Bill Clinton (Clinton Foundation) ou encore des personnalités très médiatisées dont les plus connues sont Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot) et Yann Artus-Bertrand (GoodPlanet.org), qui, elles, s'investissent plutôt dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des conditions de vie dans les pays du Sud. On peut intégrer également dans cette contestation *soft* les acteurs du commerce équitable, de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, du microcrédit, de l'épargne solidaire ou de l'économie sociale et solidaire qui appartiennent d'ailleurs souvent à l'aile réformiste de la nébuleuse altermondialiste. Cette contestation procède à une sorte d'opération de « blanchiment politique » de la critique altermondialiste, tout comme l'alter-

mondialisme l'avait fait initialement avec les idées de l'extrême gauche anticapitaliste dans un contexte postsoviétique<sup>1</sup> en les délestant de leurs aspects les plus « sales », c'est-à-dire de toute référence à la lutte des classes, au prolétariat, à la révolution ou à l'impérialisme au sens léniniste du terme. La contestation *soft* procède semble-t-il de la même manière avec les critiques et les idées altermondialistes en les rendant politiquement moins subversives et par conséquent plus acceptables aux yeux du grand public, des institutions internationales, des entreprises et de certains responsables gouvernementaux. Ces contestataires le font notamment par une action de vulgarisation et d'adaptation au format médiatique et aux contraintes de la communication contemporaine, en particulier sous la forme d'ouvrages ou de films grand public (*La vérité qui dérange*, *Home*, *Le syndrome du Titanic*, etc.). On peut le voir par exemple dans les propositions formulées par la Fondation Nicolas Hulot qui, outre la dimension écologique, intègrent également le commerce mondial, l'agriculture ou la finance<sup>2</sup>. Ces contestataires s'appuient néanmoins sur des courants de pensée différents. Alors que l'altermondialisme constitue une sorte de synthèse entre des courants marxiste, anarchiste et anti-impérialiste réinterprétés dans un nouveau contexte, cette contestation *soft* semble s'inspirer davantage du néokeynésianisme, de l'écologie, voire du développement personnel. Dans le contexte actuel de crise économique et climatique, celle-ci tente en définitive de répondre de la manière la plus acceptable possible aux yeux du public et des élites aux différentes questions soulevées par les altermondialistes sur la pauvreté, les biens communs, la gouvernance et le développement durable.

Cela ne signifie pas pour autant que les altermondialistes en tant que tels vont disparaître. Même s'ils sont et seront moins visibles, ils vont continuer à jouer un rôle de surveillance et d'alerte vis-à-vis des excès de la mondialisation tout en tentant de peser sur le nouveau « paradigme » réformiste qui semble se mettre en place, notamment sous l'influence de cette contestation *soft*, ainsi que l'affirme Gustave Massiah : « Le mouvement altermondialiste doit intervenir aujourd'hui par rapport aux trois horizons. À court terme, il doit résister, renforcer les résistances contre les dangers. À moyen terme, il doit peser, peser sur les stratégies des réformateurs. À long terme, il doit transformer, transformer pour dépasser le capitalisme<sup>3</sup> ».

1. Jean-Gabriel Contamin, « Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », dans É. Agrikoliansky, O. Fillieule et N. Mayer, *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

2. Évolution : chapitre 2. Première contribution pour une refondation écologique et solidaire de nos sociétés, par Nicolas Hulot et le Comité de veille écologique.

3. « Les dangers et les opportunités de la crise globale », *Le Journal des alternatives*, 10 février 2009.